

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ROBERT GIBRAT

La prévision économique à long terme

Journal de la société statistique de Paris, tome 121, n° 2 (1980), p. 62-66

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1980__121_2_62_0

© Société de statistique de Paris, 1980, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

COMMUNICATIONS

LA PRÉVISION ÉCONOMIQUE A LONG TERME

(Communication faite le 19 décembre 1979
devant les Sociétés de statistique de Paris et de France)

Robert GIBRAT

ancien président des Sociétés de statistique de Paris et de France

Le 19 décembre 1979, les Sociétés de statistiques de Paris et de France avaient organisé un dîner-débat entre Claude Gruson et moi-même, tous deux anciens présidents de ces Sociétés, sur la prévision économique à long terme comme suite à mon étude sur ce sujet parue dans le Journal de la S. S. P. (4^e trimestre 1978, pages 312 à 331). Nos exposés et les débats qui ont suivi ne seront pas publiés. Mais Claude Gruson avait rédigé un texte qu'il communiquerait certainement à ceux qui le lui demanderaient et on trouvera le mien ci-joint.

Je n'ai pu retenir, à mon grand regret, de son exposé très riche, étant donné le temps imparti, que les deux points où nous différons le plus.

R. GIBRAT

Premier point : TOUS DOIVENT COMPRENDRE

Vous avez dit : « le système de l'autocratie technicienne, à mon sens, ne peut fonctionner longtemps. Tous doivent comprendre..., c'est une condition d'efficacité, c'est aussi et avant tout un impératif de fraternité. »

Qui ne serait d'accord qu'il y a là un but souhaitable, essentiel même, mais comment imaginer que les conditions nécessaires sont aujourd'hui remplies. Comment ne pas penser en face de la réalité qu'il est presque inaccessible aujourd'hui?

Vous écrivez, page 163, dans votre livre « Programmer l'espérance », à propos du système soviétique dont vous admirez la capacité d'évoluer et d'atteindre des objectifs complexes, qu'il présente visiblement beaucoup de défauts : « il y a des libertés auxquelles nous attachons une grande importance ». Qui ne vous approuverait? Mais vous ajoutez, en juge terrible, pour définir le « nous » : « j'entends les catégories sociales relativement privilégiées d'Occident ». Si les autres catégories n'acceptent pas, même en Occident, notre système de libertés, comment nos explications seront-elles efficaces? Comment seront-elles fraternelles? Comment ces catégories accepteront-elles l'information complète et le débat dont vous rêvez?

Nous le voyons clairement dans l'examen de la crise du pétrole par G. Marchais : « le pétrole, c'est du vent ». Les chefs des autres partis politiques sont moins pittoresques,

mais j'attends encore d'eux une déclaration sur le plan économique qui ne soit pas infantine. Pour le moment, aucun raisonnement, je dis bien aucun, n'élève le niveau de leurs discours, or ils s'adressent à ceux que vous voulez voir comprendre.

Prenons maintenant le public en général. Il y a, actuellement, un énorme effort d'information fait par E. d. F. et les pouvoirs publics sur le nucléaire. Ce que je vais dire est caricatural mais vrai. A la fin d'une discussion très soignée, mon adversaire, dont la bonne foi ne pouvait être contestée, admettait que je pouvais avoir raison mais qu'il restait cependant contre le nucléaire parce que cela sent *mauvais!!! (sic)*.

Un travail d'éducation immense reste à faire. Vous n'en parlez pas et c'est ce qui nous sépare. Il faut être réaliste. L'augmentation considérable du niveau de vie, depuis 30 ans, ne s'est pas accompagnée d'une prise de conscience meilleure des devoirs d'un citoyen et il en sera ainsi tant qu'il y aura des partis politiques réclamant de leurs membres un « engagement », c'est-à-dire le renoncement à la discussion et même à la compréhension, ainsi que le refus de recevoir des informations défavorables aux thèses de son parti.

Deuxième point : POURQUOI LES EXPERTS SE TROMPENT-ILS TOUJOURS?

Revenons à la prévision. Dans votre exposé, vous acceptez la phrase de Lesourne : « Imaginer qu'une étude puisse découvrir les problèmes et proposer directement des décisions à des responsables libres d'agir est un conte de fées lorsque ce qui est en cause est la maîtrise d'énormes systèmes » et vous proposez le rassemblement d'un ensemble très lourd d'éléments structurels et institutionnels.

Je voudrais approfondir cela car il me semble que ni les politiques, ni le public ne croient à ce que nous faisons. Dans un débat récent, aux I. S. F., présidé par A. Robin, directeur à l'E. d. F., entre Thierry de Montbrial et moi-même (texte dans *Sciences et Techniques* de novembre 1979), intitulé « la solitude des Chefs d'États », nous nous demandions pourquoi l'isolement des Chefs d'États et des experts au milieu d'une société qui refuse profondément toutes restrictions. Pourquoi ce scepticisme, cette incapacité à se mobiliser sur l'énergie?

Est-ce parce que les experts, comme le suggère Thierry de Montbrial, déroutent l'opinion en exagérant leurs divergences?

Est-ce parce que le délai entre deux élections est si court que la classe politique qui n'a pas sur ses épaules les responsabilités du Chef d'État, ne se préoccupe pas, au fond, de décisions pénibles à court terme, même si elles pourraient porter des fruits d'ici quelques législatures? C'est ce que pense Albert Robin.

C'est, ai-je soutenu, parce que les experts se sont régulièrement trompés depuis vingt ans : presque toutes les prévisions des congressistes de la Conférence Nucléaire de Genève, de 1964, par exemple, ne sont pas réalisées. Des rapports faits au moment de la crise de Suez s'écartent d'un facteur 1000 de ce qui s'est accompli. André Maurois a fait deux fois des prévisions à long terme. « En 1928, description imaginaire de l'état du globe en 1962 : tout va trop bien, les dirigeants mondiaux dirigent mieux que jamais, mais le bas peuple s'ennuie, et pour éviter l'explosion il faut inventer des ennemis imaginaires, les lunaires. Malheureusement ceux-ci ont le tort d'exister et c'est l'objet d'un roman. En 1967, il tient compte de l'énergie atomique et fait deux scénarios : l'un optimiste, l'autre pessimiste sur l'an 2000. N° 1 : paix universelle et fédération mondiale, mais nous restons une bande de primates à qui il faut du pain et surtout du sang au grand désespoir des dirigeants si rationnels et si équilibrés. N° 2 : en fait,

la guerre atomique a tout ravagé en 1977. Vous avez vous-mêmes dit que tous les documents finals des différents plans n'ont pas fait allusion à la localisation géographique des gisements de pétrole. J'estime donc que les hommes politiques n'agissent pas, car ils sentent confusément que l'on s'est toujours trompé, que les faits se retournent, que les scénarios ne sont pas des prédictions valables.

D'une manière plus précise, ce que je mets en cause, c'est la possibilité des prévisions dans le domaine économique à long terme et ceci, en particulier, à cause « des effets pervers ».

Voici leur définition, due à Raymond Boudon, professeur à Paris V, qui leur a consacré un ouvrage : « Effets individuels ou collectifs qui résultent de la juxtaposition de comportements individuels qui ne sont pas inclus dans les objectifs recherchés par les acteurs ».

Je m'explique à l'aide de Jean-Jacques Rousseau. Il écrit, dans son discours célèbre, « Sur l'origine de l'inégalité », (page 166, la Pléiade) : « Voilà comment les hommes peuvent insensiblement acquérir quelque idée grossière des engagements mutuels et de l'avantage de les remplir, mais seulement autant que ne pouvait l'exiger l'intérêt présent et sensible; car le programme n'était rien pour eux et, loin de s'occuper d'un avenir éloigné, ils ne songeaient même pas au lendemain. S'agissait-il de prendre un cerf, il sentait bien qu'il devait pour cela garder fidèlement son poste; car il faut, par hypothèse, être deux pour prendre un cerf. Mais si un lièvre venait à passer à la portée de l'un d'eux, il ne faut pas douter qu'il ne le poursuivit sans scrupule et, qu'ayant atteint sa proie, il ne se soucia fort peu de faire manquer la leur à son compagnon ».

R. Boudon imagine que, pour chaque sauvage, un lièvre ait une valeur égale à 2 et le cerf égal à 3. Deux stratégies : coopération pour prendre le cerf ou défection pour le lièvre. L'analyse est facile et en admettant que chacun attribue la même probabilité à l'adoption de l'une ou l'autre stratégie, chacun a intérêt à faire défection, car son espérance de gain est 1,5 s'il choisit la coopération et 2 s'il choisit la défection. « Malgré la clarté de l'objectif qu'ils se sont fixé, écrit R. Boudon, malgré leur rationalité, bien que la nature ne restreigne pas les biens qu'elle met à leur disposition et en dépit de leur absence d'hostilité l'un à l'égard de l'autre, les deux sauvages sont incapables d'atteindre leur objectifs..., ils ne peuvent être assurés d'y parvenir que s'ils acceptent d'être forcés à le réaliser. »

L'analyse de Rousseau démontre ainsi qu'un changement social fondamental, à savoir l'institutionnalisation de la contrainte peut résulter des effets pervers engendrés par l'état de nature, c'est-à-dire par les situations où chacun peut agir à sa guise. Toute prévision sur l'issue de la chasse en commun est donc totalement faussée par l'effet pervers.

Un autre exemple de R. Boudon explique pourquoi, par suite des effets pervers, la réduction des inégalités scolaires entraîne l'augmentation des inégalités économiques (U. S. A. de 1949 à 1969). L'égalité engendre l'inégalité, etc. Nous sentons tous qu'un enchevêtrement complexe d'effets pervers prenant l'allure d'une machine infernale a neutralisé dans une large mesure les efforts entrepris pour rénover l'Université Française.

L'originalité de R. Boudon a été de montrer qu'en matière socio-économique, « ils sont omnipotents et représentent une des causes fondamentales des déséquilibres sociaux et du changement social » : loi d'airain de l'oligarchie (Michels), faiblesse de la participation syndicale et politique qui caractérise les démocraties, paradoxe de Tocqueville sur la Révolution Française (les troupes de la Révolution provenaient des régions riches), proposition de Durkheim selon laquelle l'augmentation de bien-être collectif peut entraîner la diminution du bonheur individuel, paradoxe de Deutsch sur la sociologie des organisations, etc. En reprenant tout cela, je n'ai pas cessé de penser aux relations entre États du Tiers Monde,

aux questions intestines Vietnam-Cambodge, aux querelles occidentales. Que d'effets pervers où l'on retrouve le cerf et le lièvre !

Tous les prévisionnistes, tous les auteurs de scénarios raisonnent comme si les intentions et les actions de l'agent économique (ou social) étaient toujours considérés comme des effets jamais comme des causes. Or, l'homo economicus ne peut plus être considéré comme possédant une rationalité absolue (Hayek). C'est un « acteur intentionnel, doté d'un ensemble de préférences, cherchant des moyens acceptables de réaliser ses objectifs, plus ou moins conscient du degré de contrôle dont il dispose sur les éléments et de la situation dans laquelle il se trouve..., en d'autres termes, conscient des contraintes structurelles qui limiteraient ses possibilités d'action, mais agissant en fonction d'une information limitée et dans une situation d'incertitude ».

Certains économistes s'en étaient déjà rendus partiellement compte.

Herbert A. Simon, le récent Prix Nobel d'Économie politique, écrivait, dès 1948 : « la figure mythique de l'entrepreneur considéré comme omniscient, de décision rationnelle, occupé uniquement de la maximisation du profit... est remplacée par un nombre de décideurs coopérant dont les capacités pour une action rationnelle sont limitées par manque de connaissance des conséquences totales de leurs décisions et des liens personnels et sociaux ».

On en tenait peu compte et surtout à l'échelle nationale ou mondiale quand les acteurs sont des États ou des institutions (transnationales incluses). Seuls les effets pervers permettent de démonter les ressorts cachés de la vie internationale.

Point capital, que je ne saurais trop souligner, les effets pervers paraissent « d'autant plus importants, toutes choses égales d'ailleurs, que la liberté individuelle a une place plus large, la liberté étant définie comme le comportement que l'individu peut adopter de son propre chef sans obtenir l'approbation au moins tacite d'autrui ».

L'évolution actuelle de la démocratie occidentale vers une liberté toujours plus large créera donc de plus en plus d'effets pervers et rendra de plus en plus vains les essais de prévision à long terme tant que celle-ci ne s'organisera pas pour en tenir compte, ce qui nécessitera beaucoup d'études du passé et du présent, qui ne sont pas encore commencées et non pas, comme vous le proposez, le renforcement de l'ensemble déjà très lourd (je vous cite) des éléments structurels et institutionnels. Un immense effort de renouvellement intellectuel est devant nous. Réjouissons-nous en. J'en avais fait la remarque à Lesourne un peu avant la fin de son projet « Interfuturs ». Il ne m'a pas contredit, m'écrivant : « Je comprends votre malaise sur la manière dont est traitée, dans le rapport d' « Interfuturs », la question sur la rationalité limitée. Je ressens, moi-aussi, constamment cette difficulté. M'adressant à des gouvernements, j'ai tendance, suivant en cela l'usage, à leur prêter des objectifs cohérents, une volonté d'agir et des possibilités de choix alors que simultanément l'analyse me pousse plutôt dans la direction de la rationalité limitée. »

Avant de clore ces brèves réflexions, j'aimerais attirer l'attention sur un autre courant contemporain dont il faudrait aussi tenir compte dans les problèmes de prévision, celui de René Girard dans son livre : « Des choses cachées depuis la fondation du monde » (1978). Il essaie de mettre en évidence un mécanisme « simple et universel », origine de la violence et reposant sur la « mimesis », c'est-à-dire sur les interdits des conduites imitatives. L'application aux problèmes qui nous préoccupent est encore lointaine. Je n'y ai cependant pas renoncé.

En conclusion, Cher Gruson, vous avez écrit dans votre ouvrage, « Programmer l'espérance » : « Des instruments d'action économique se constituent depuis 30 ans : leurs effets ne peuvent devenir manifestes qu'après rassemblement d'un ensemble très lourd d'élé-

ments structurels et institutionnels. Considérée avec scepticisme, cette création est inachevée. Les organismes, groupés autour du Plan par lesquels elle a pris forme en France, ne permettaient de gérer naguère qu'une croissance simple, inintelligible du point de vue politique et, de plus, inflationniste. Cependant, développés, ils seraient capables de déterminer une mutation bien plus profonde, orientée vers une démocratie fraternelle ».

La possibilité même de la prévision à long terme dépend d'analyses très subtiles des mécanismes humains, dont on commence seulement à se rendre compte, et ceci rend un peu illusoire l'idée de résoudre les problèmes correspondants par le renforcement de l'appareil statistique. Nous sommes donc loin l'un de l'autre, le débat pourra donc être fructueux.